



**SYNDICAT MIXTE**

**Vallée de la Besbre  
eau & assainissement**

**18 Route de Bert - BP 31 - 03120 Lapalisse**

**Tél. 04 70 99 02 13**

***Email: [technique@svbesbre.fr](mailto:technique@svbesbre.fr)***

***Site: [www.sivom-vallee-besbre.fr](http://www.sivom-vallee-besbre.fr)***

**PRESTATION DE CONTROLE ET D'ENTRETIEN DES HYDRANTS  
UTILISES POUR LA DEFENSE INCENDIE**

**RAPPORT ANNUEL DE SYNTHESE**

COMMUNE	ANNEE
<b>BARRAIS-BUSSOLLES</b>	<b>2024</b>

<b>0</b>	<b>Table des matières</b>	
0	Table des matières .....	2
1	PREAMBULE .....	3
2	REGLEMENTATION.....	3
2.1	Réforme de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI) .....	3
2.2	Cadre juridique.....	4
2.3	Délibération de la commune .....	4
3	METHODOLOGIE DES PRESTATIONS REALISEES.....	4
3.1	Contrôle et entretien .....	4
3.2	Définition des caractéristiques de l'hydrant .....	5
4	SYNTHESE FINANCIERE.....	5
4.1	Coût annuel du contrôle .....	5
5	CLASSIFICATION .....	5
5.1	Classement par débit .....	5
5.2	Hydrants hors service .....	5

Annexe 1 : Tableau de synthèse

Annexe 2 : Carte des hydrants

Annexe 3 : Guide Mémento DECI (Défense Extérieure Contre l'Incendie)

## 1 PREAMBULE

La défense extérieure contre l'incendie (DECI) est un élément fondamental pour les sapeurs-pompiers afin d'accomplir leur mission de lutte contre les incendies.

La DECI concerne ainsi tous les points d'eau utilisables en intervention pour alimenter les engins d'incendie.

Les prestations de contrôle et entretien des points d'eau incendie public sous pression ont été confiées au SYNDICAT MIXTE Vallée de la Besbre.

Ces points d'eau incendie sont sous la responsabilité du Maire ou de l'établissement public de coopération intercommunal (EPCI) compétent s'il lui en a délégué la gestion.

Les sapeurs-pompiers ne sont qu'utilisateurs lors de sinistre.

## 2 REGLEMENTATION

### 2.1 Réforme de la Défense Extérieure Contre l'Incendie (DECI)

Instituée par la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 complétée par le décret n°2015-235 du 27 février 2015, la défense extérieure contre l'incendie (D.E.C.I.) a pour objet d'assurer, en fonction des besoins résultant des risques à prendre en compte, l'alimentation en eau des moyens des services d'incendie et de secours.

Police spéciale doublée d'un service public, relevant essentiellement de la commune ou des E.P.C.I., elle s'inscrit dans un dispositif d'ensemble fondé notamment sur un référentiel national et sur les règlements adoptés au sein de chaque département qui en déterminent les modalités techniques.

Historiquement, la Défense Extérieure Contre l'Incendie (D.E.C.I.) relevait du pouvoir de police générale du maire. Les dispositions législatives et réglementaires afférentes étaient nationales, succinctes et anciennes. Elles préconisaient une couverture générale et uniforme en tout lieu et en tout temps (60 m<sup>3</sup> immédiatement utilisables pendant 2 heures et à moins de 200 mètres du risque à défendre).

Avec la réforme de la D.E.C.I., initiée par la loi de 2011 et le récent décret de 2015, le rôle du maire est réaffirmé sous la forme d'un pouvoir de police spéciale et d'un service public qui incombe par défaut aux communes. Cependant, la D.E.C.I. devient une compétence potentiellement transférable aux présidents d'établissements publics de coopération intercommunale (E.P.C.I.).

## 2.2 Cadre juridique

La D.E.C.I. est essentiellement définie dans le C.G.C.T. (articles L.2213-32, L.2225-1 à 4, L.5211-9-2 et R.2225-1 à 10).

Les grands principes édictés dans le Référentiel National sont :

- Le Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie qui précise les compétences des différents intervenants (maire, président d'E.P.C.I., société fermières, régies, ...) au niveau départemental ;
- L'arrêté communal (ou intercommunal) pris par le maire (ou le président d'E.P.C.I.) qui est obligatoire. Il identifie les risques et les besoins en eau pour y faire face ;
- Le Schéma Communal (ou Intercommunal) de Défense Extérieure Contre l'Incendie (S.C.D.E.C.I. ou S.I.C.D.E.C.I.) qui est facultatif. Il est établi afin de travailler sur une approche de programmation permettant d'optimiser les ressources et de définir précisément les besoins, à termes, dans le prolongement et en application du P.L.U. communal ou intercommunal.

Le Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie du département de l'Allier, rédigé par le SDIS de l'Allier a été approuvé par arrêté préfectoral du 22 mars 2017.

## 2.3 Délibération de la commune

La Commune de BARRAIS-BUSSOLLES a décidé par délibération en date du 13/01/2022 de confier les prestations d'entretien, pose et dépose des poteaux et bouche d'incendie au SYNDICAT MIXTE Vallée de la Besbre.

Ces prestations sont encadrées par une convention pour la période du 18/01/2022 au 31/12/2026.

# 3 METHODOLOGIE DES PRESTATIONS REALISEES

## 3.1 Contrôle et entretien

Les prestations suivantes sont réalisées chaque année :

- Manœuvre de l'hydrant
- Mesure de débit et de pression (30 m3/h, 60 m3/h et débit total à 1 bar)
- Vérification du fonctionnement de la purge
- Graissage des organes de manœuvre
- Nettoyage, débroussaillage des abords pour la visibilité
- Suivi de la numérotation

### 3.2 Définition des caractéristiques de l'hydrant

Après les mesures de débit effectuées, les caractéristiques du réseau qui peuvent limiter le débit et la durée d'utilisation du poteau d'incendie sont vérifiées.

Les caractéristiques prises en compte sont :

- La capacité du réservoir ;
- Les points hauts du réseau ;
- Les dispositifs de régulation qui peuvent limiter le débit.

A partir de ces caractéristiques, le débit retenu peut être défini. C'est ce débit qui pourra être pris en compte comme « débit utile ».

## 4 SYNTHÈSE FINANCIÈRE

### 4.1 Coût annuel du contrôle

Nombre d'hydrants	Coût unitaire HT	Coût total HT
14	40.83 €	571.62 €

## 5 CLASSIFICATION

### 5.1 Classement par débit

Nombre d'hydrants	Débit total à 1 bar
4	Débit < 30 m <sup>3</sup> /h
0	30 ≤ Débit < 60 m <sup>3</sup> /h
10	Débit ≥ 60 m <sup>3</sup> /h

### 5.2 Hydrants hors service

Numéro	Adresse
—	—